

## Auto-colonisation et quête de *Pax Africana* : une réplique\*

Ma naïveté m'a peut-être amené à penser que le professeur Archie Mafeje était un ami sur le plan professionnel dans la mesure où, par le passé, il s'est montré très aimable à mon égard, à plus d'une occasion. Mais comme le veut le dicton, avec des amis comme Mafeje, qui a besoin d'ennemis sur le plan professionnel ? En effet, il banalise et condamne l'œuvre de toute une vie d'un collègue, sans avoir prouvé qu'il avait lu l'un des vingt ouvrages rédigés par sa victime. En guise de preuves pour étayer ses propos, il recourt à des anecdotes et de vagues souvenirs de ce que j'aurais peut-être dit, il y a vingt ans ou plus, puis accuse sa victime de faire un travail bâclé !

Si Dr Archie Mafeje avait lu, ne serait-ce que, *Towards a Pax Africana : A Study of Ideology and Ambition* (Mazrui 1967), il se serait rendu compte que la question de l'auto-pacification de l'Afrique me préoccupe depuis près de trente ans.

...peut-être que ce qui revêt le plus d'importance sur le plan de l'éthique de l'autonomie en Afrique, c'est l'ambition des Africains de se charger eux-mêmes du maintien de l'ordre sur le continent. La question qui revient souvent depuis quelques années, est la suivante : « Maintenant que l'ordre colonial prend fin, qui va assurer le maintien de la paix en Afrique ? »... C'est ce genre de réflexion qui met parfois la liberté de l'Afrique en relation avec une capacité africaine d'auto-pacification. C'est à cela que

**Ali A. Mazrui**  
Université de New York

renvoie le concept de *Pax-Africana*... Tout comme la pensée politique africaine s'articule autour du concept d'autonomie, l'aspiration du continent à se gouverner s'articule autour du concept d'autonomie, l'aspiration du continent à se gouverner s'articule autour du concept de *Pax Africana* (Mazrui 1967).

Certes, contrairement aux années 1990 où j'ai recours parfois à la terminologie « auto-colonisation » de l'Afrique, dans les années 1960, j'ai utilisé celle d'« auto-pacification » de l'Afrique. Mais cela n'a en rien changé m'a préoccupation, qui est celle de savoir comment l'Afrique peut se donner les moyens d'un contrôle interafricain, d'une pacification interafricaine et d'une autodiscipline collective, efficace.

J'ai assigné, dans mes écrits et mes propos, un rôle aux Nations Unies tant dans les années 1960 que dans les années 1990. Mais contrairement à une hypothèse de plus d'Archie Mafeje, qui est dénuée de fondement, je me rends compte des limites, voire des injustices de la structure des Nations Unies actuellement en vigueur. J'avais dit (Mazrui 1967:204-216) et cela tient toujours, que :

Entre l'ancien concept de pacification coloniale et la nouvelle aspiration à une *Pax Africana*, les Nations Unies constituaient temporairement une troisième alternative. Il s'avéra pourtant rapidement qu'en tant qu'alternative, les Nations Unies, ne pourraient jamais être aussi autosuffisantes que la pacification coloniale ne l'avait été et que les Africains n'aspirent à l'être pour ce qui est du maintien de l'ordre par les Africains eux-mêmes... Aussi, vers la fin de 1964, les Nations Unies se sont-elles retirées du Congo. Or la pacification du Congo par les Africains-mêmes avec les moyens dont disposait le continent n'était pas encore réalisable... Entre temps, la scène politique africaine reste dominée par diverses sortes de conflits : entre les leaders africains eux-mêmes ; entre eux et les militaires ; entre soldats. Le risque d'ingérence étrangère reste aussi une donnée importante de cette scène politique. D'où, la quête d'une paix sur le continent africain que l'Afrique serait capable de protéger et de préserver se poursuit.

Je préconise que l'Afrique entreprenne sa propre colonisation. Je m'oppose au retour du colonialisme européen et de l'équivalent d'une *Pax Britannica*. Mais je crains que, si les Africains ne prennent pas en mains leur propre destin, même s'il le faut, en recourant à la force bienveillante pour leur propre pacification, ils ne soient encore une fois victimes d'une utilisation malveillante de la force pour

les coloniser. Je parlais déjà de ce rêve de *Pax Africana* des décennies avant que les États africains postcoloniaux ne connaissent l'échec et que le système postcolonial n'ait coûté à l'Afrique quatre millions de vies humaines. Mafeje estime-t-il, pour sa part, qu'il nous faut en perdre encore plusieurs millions avant de commencer à nous entraider ?

Nous avons besoin de l'assistance de l'ONU, mais celle-ci doit d'abord être soumise à l'approbation des Africains eux-mêmes. L'ONU a apporté son concours au Mozambique et il se peut que l'Angola ait toujours besoin de son aide, l'ONU a mal géré le cas de la Somalie et a fait preuve d'une négligence grossière frisant le crime, en ce qui concerne le Rwanda. Mais l'Afrique continuera d'avoir besoin de l'ONU dans l'avenir immédiat. Je ne sais pas si Archie Mafeje aimerait grossir le rang des extrémistes républicains des États Unis qui cherchent à mettre fin au rôle de maintien de la paix des Nations Unies et peut-être même à détruire le monde.

En fin de compte, les grands pays ne sont pas ceux qui ont besoin des Nations Unies et de ses agences spécialisées ; mais plutôt les petits pays et les peuples vulnérables. Une bonne partie de l'Afrique en fait partie. De l'avis d'Archie Mafeje, les occidentaux se servent de moi. Est-ce Newt Gingrich qui se sert de lui ?

Mafeje me qualifie de « touriste intellectuel » en Afrique ; ce qui signifie que d'après lui, j'avais le choix entre rester ou quitter l'Afrique. A quand remonte la dernière ? Aurait-il, quant à lui, oublié ses longues années de « tourisme intellectuel » ? son exil a-t-il donc pris fin ? Ce genre de raisonnement confus justifie amplement les recommandations sur la colonisation et la rééducation intellectuelles interafricaines.

Pour le Professeur Mafeje, la colonisation interafricaine serait apparemment une sorte de conte de fée ; mais en réalité, c'est bien ce qui s'est passé en 1964 lorsque le Tanganyika a annexé Zanzibar en vue de la formation de la République Unie de Tanzanie. Personne n'a consulté au préalable les populations de Zanzibar que ce soit par référendum, ou par élection générale, pour savoir si celles-ci souhaitaient renoncer à leur souveraineté et à leur indépendance. Jilius K. Nyerere du Tanganyika a tout simplement signé un accord avec Abeid Karume, le dictateur de Zanzibar (tout comme ceux qui ont construit

l'empire britannique l'ont fait avec les chefs africains pour les amener à confirmer ce qui correspond à l'accord ougandais de 1900 pour une prétendue protection britannique).

Suite à la révolution de janvier 1964, un désordre tel régnait à Zanzibar que l'unification avec le Tanganyika lui offrit une forme de pacification. En dépit des conditions de cette unification. En dépit des conditions de cette unification qui furent très favorables à Zanzibar, il s'agissait bel et bien d'un cas de colonisation interafricaine.

Dr Mafeje cite également un cas où l'intervention interafricaine a abouti à ce jour à l'impasse. Il s'agit du cas de l'ECOMOG au Liberia dans les années 1990. Mais Mafeje oublie, parce que cela l'arrange, le cas de l'intervention de l'armée tanzanienne en Ouganda en 1979 sous le régime d'Idi Amin. Après avoir fait à pied tout le chemin jusqu'à Kampala, les soldats tanzaniens ont réussi à renverser cette brute de dictateur. Ainsi cette « mission » apparemment « impossible » au départ a-t-elle fini par se transformer en « mission accomplie ». L'armée mal formée d'un voisin africain pauvre a malgré tout été suffisamment forte pour mettre fin à la tyrannie d'Amin.

Dr Mafeje se livre à une gymnastique cérébrale fascinante sur les raisons pour lesquelles mon article sur la « Recolonisation » était publié à partir de Pretoria. Il ne lui est jamais venu à l'idée que l'explication la plus évidente était la bonne, à savoir que j'étais à Pretoria en Afrique du Sud le 4 août 1994, lorsque l'article paru dans le *International Herald Tribune* (en même temps que dans des journaux africains tels que le *Daily Nation* du Kenya). Si je m'étais trouvé à Kampala, à Dakar, à Nairobi ou à Abuja, le lieu d'origine de publication aurait changé en conséquence. Il se trouve que j'avais reçu une invitation à venir en Afrique du Sud écouter l'Archevêque Desmond Tutu féliciter personnellement le Président Nelson Mandela, et assister à une conférence sur « l'Islam et la société civile en Afrique du Sud ». Les dates de ces différents événements n'ont pas été fixées pour les besoins d'un de mes articles de journaux.

Pour ma part, je ne suis en compétition ni avec Edward Said, l'éminent homme de lettres palestinien, ni avec Samir Amin, le célèbre économiste égyptien. En réalité je suis un grand admirateur des deux. Néan-

moins, compte tenu de l'attaque au vitriol dont je fais l'objet de la part de Dr Mafeje, je me demande si celui-ci pense être en concurrence avec moi ? Si c'est là le problème qui se pose, alors je voudrais sincèrement pouvoir faire quelque chose pour Dr Mafeje. Est-il nécessaire que nous nous considérions comme des rivaux ?

L'année 1971 a été celle où Idi Amin est venu au pouvoir en Ouganda et non celle où « j'ai échappé à... Idi Amin » et où j'ai démissionné de l'Université de Makerere. Puisque Dr Mafeje rejette mes travaux d'un ton de mépris, il devrait au moins vérifier les faits et les dates qu'il avance avec plus de circonspection.

De l'avis de Dr Mafeje, ma théorie sur la recolonisation aurait été élaborée pour les non-Africains et notamment la « galerie » occidentale. A-t-il pris soin de vérifier l'ordre géographique dans lequel j'ai fait mes exposés ? En avril 1994, j'ai fait circuler un document de conférence sur la recolonisation, au Septième congrès panafricain de Kampala. En mai 1994, je présentais au Caire une communication sur « l'échec de l'État et l'auto-pacification de l'Afrique » (avec mes cinq États-clés) à une conférence financée par l'Organisation de l'unité africaine, le Gouvernement de l'Égypte et l'*International Peace Academy*. J'ai également fait un exposé sur des questions connexes lors d'une conférence qui s'est tenue à Addis Abeba grâce aux financements de la Commission des Nations Unies pour les réfugiés et de l'OUA. Les journaux kenyans ont aussi fait paraître, de temps à autre, plusieurs de mes articles sur la « recolonisation ».

Ce n'est qu'à ce moment-là que les médias occidentaux se sont rendu compte de ce que j'ai écrit. Le *Washington Post* a repris mon article paru dans le *Sunday Nation* de Nairobi, et j'ai reçu un appel du *Los Angeles Times Syndicate* me demandant de plus amples détails sur mes points de vue. L'article lu par Dr Mafeje dans le *International Herald Tribune* a été rédigé bien après que mon auditoire africain (à Kampala, au Caire, à Addis Abeba, à Nairobi et plus tard à Abuja), m'ait entendu parler de ces questions de « recolonisation ». Dr Mafeje ne saurait me taxer d'incompétence dans mes travaux quand il n'essaie même pas d'obtenir des informations sur les endroits où j'ai déjà évoqué la question de « recolonisation », et sur l'auditoire que j'ai visé.

Mafeje renvoie à une observation que j'aurais faite en 1991 à Kampala selon laquelle la redistribution serait le point fort du socialisme et la production, son point faible ; alors que la force du capitalisme se trouverait dans la production contrairement à la redistribution qui serait sa faiblesse. (Voici en substance ce que disait l'épigramme de Mazrui : « la production est l'aire privilégiée du capitalisme ; la distribution, celle du socialisme »). Contre quelle portion de cette épigramme Mafeje désire-t-il s'inscrire en faux ? Il fait état d'une « crise d'accumulation » en Scandinavie et en Hollande. Mais il évite soigneusement les exemples de la Chine et du Vietnam, pays qui depuis quelque temps évoluent vers le *marxisme de marché*. Fidel Castro a fait des déclarations d'intention similaires en ce qui concerne Cuba. L'épigramme a-t-elle anticipé sur l'évolution économique décisive de la Chine et du Vietnam (le Vietnam où cette situation est de plus en plus visible) ? Il ne fait aucun doute que les Chinois et leurs voisins du Japon, de Taiwan, de la Corée du Sud, de la Malaisie et d'ailleurs ont démontré la validité de ma thèse selon laquelle « la production est l'aire privilégiée du capitalisme ; la distribution, celle du socialisme ». Si Mafeje préfère des expressions usées et globalisantes du type « crise d'accumulation » pour jeter la lumière sur les mutations mondiales, c'est son droit.

Archie Mafeje fait référence dans son article à mes cours de Reith [*Reith Lectures*] de la BBC (*The African Condition*, 1979) et ma série télévisée de BBC/PBS (*The Africans: A triple Heritage*, 1986). Il insinue que l'on me fait ces offres pour

que, politiquement parlant, je puisse faire entendre le son de cloche qu'apprécie les occidentaux. Si c'est bien ce que pense Mafeje, cela montre encore une fois qu'il n'a pas tenté de faire des recherches ; qu'il n'a pas non plus lu les ouvrages confectionnés à partir de mes cours à la BBC et de ma série télévisée. S'il l'avait fait, il se serait rendu compte que je m'étais attiré les foudres des auditeurs occidentaux pour avoir fiât de mon concept de *Pax Africana* une bombe nucléaire :

Il ne suffit pas pour l'Afrique de pouvoir maintenir l'ordre sur le continent. Il importe aussi au plus haut point que l'Afrique contribue véritablement au maintien de l'ordre dans le reste du monde. Il ne suffit pas pour l'Afrique d'être déterminée à rester en paix avec elle-même ; il est également important que l'Afrique joue un rôle dans la pacification du monde (Mazrui 1980:113).

J'ai préconisé, dans le cadre de la réalisation de cet objectif mondial plus vaste, une prolifération nucléaire temporaire du tiers monde (y compris le Nigeria et une Afrique du Sud dirigée par des noirs) pour choquer les grandes puissances au point qu'elles se lancent dans un désarmement nucléaire universel. Ce n'était certainement pas un message que les occidentaux souhaitent entendre.

Selon certaines forces influentes aux États Unis, ma série télévisée, *The Africans*, était « anti-occidentale » et « anti-américaine ». Cette série a été à l'origine d'un débat national et le *National Endowment for the Humanities* (qui avait contribué à son financement) s'est retiré du groupe de financement après avoir condamné *The*

*Africans* comme étant une « diatribe anti-occidentale ».

Les média occidentaux m'offrent peut-être, de temps à autre, une tribune pour exprimer mes points de vue. Il se peut qu'ils donnent aussi à Edward Said, notre collègue palestinien de Columbia University les moyens de se rendre très visible. Mais ni Edward Said ni moi-même ne jouons pour la galerie occidentale. Notre interprétation du monde est fonction de la perception que nous en avons. Si Archie Mafeje s'était davantage informé il aurait découvert ces simples faits qui sont bien documentés et qui sont pour la plupart de notoriété publique.

Aurais-je dû traiter le Professeur Archie Mafeje avec plus de courtoisie qu'il ne m'en a montré ? En fait, j'ai été moins méchant et moins insultant que lui. La preuve, je n'ai pas fait usage de termes tels que « insuffisance », « égoïste », « auto-prostitution », « carrément malhonnête », esprit malin », au « service de l'impérialisme » ou « obscène », qui parsèment le texte où il m'attaque. Je refuse de m'abaisser à certains manquements à l'éthique professionnelle, même lorsque l'on me provoque.

## Références

- Mazrui, Ali, 1967, *Towards a Pax-Africana: A Study of Ideology and Ambition*, Chicago et Londres, The University of Chicago Press et Weidenfeld et Nicolson.
- Mazrui, Ali, 1980, *The African Condition: A Political Diagnosis*, New York and Cambridge: Cambridge University Press (1ère édition).

\* *Bulletin du CODESRIA*, numéro 2, 1995 (pp. 24-27).